

Nombre de conseillers
En exercice : 19 – quorum : 10
Présents : 16
Procuration : 3
Suffrages exprimés : 19

COMPTE-RENDU SOMMAIRE DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le 6 novembre 2023, à 20h30, le Conseil Municipal de LA FORET SUR SÈVRE dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur Thierry MAROLLEAU, Maire.

Date de convocation : le 31 octobre 2023
Secrétaire de séance : Manon FAVREAU

Présents : Mesdames Eliane AUBINEAU, Marie-Yvonne AYRAULT, Coralie BELAUD, Laetitia DAUGE, Manon FAVREAU, Céline FICHET, Maryse NOURISSON-ENOND, Audrey VERGNAUD - Messieurs Yvon ABELARD, Jean-Noël BODIN, Guy BRÉMAUD, Fabrice COURILLAUD, Jean-Jacques ENOND, Jimmy DUFLOS, Thierry MAROLLEAU, Clément PASQUIER,

Excusés : Karine CHARRON, Nathanaël de FOMBELLE, Antoine-Henri VALLETTE

Pouvoirs : Karine CHARRON à Guy BREMAUD, Nathanaël de FOMBELLE à Thierry MAROLLEAU, Antoine-Henri VALLETTE à Audrey GUYOMAR

Absents :

Monsieur le Maire donne lecture de l'ordre du jour du Conseil Municipal transmis aux conseillers :

ADMINISTRATION GENERALE

- Rapport d'activité du SVL
- Rapport d'activité de l'Agglo2B
- Dénomination d'une voie

URBANISME

- Droit de préemption urbain
- Servitude au profit de gérédis

FINANCES

- Achat d'une maison
- Amortissement fonds de concours EP
- Amortissement de subventions d'équipement
- Décisions modificatives de crédits budgétaires
- Modification d'une régie

☐ **Extension de l'ordre du jour :**

- Néant

☐ **Retrait de l'ordre du jour :**

- Modification d'une régie

Décisions prises par application des délégations accordées au Maire selon l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales :

N° de l'acte	Nature et objet de l'acte	Montant HT
DM/2023/19	Droit de préemption urbain Préemption d'un bien à La Ronde	
DM/2023/20	Droit de préemption urbain Renonciation au droit de préemption urbain	
DM/2023/21	Virement de Crédit Immobilisations corporelles + 356,58 euros	
DM/2023/22	Marchés publics Marché de maîtrise d'œuvre Cabinet de santé (T POCHON)	+ 10 807,00 euros

DM/2023/24	Virement de Crédit Immobilisations corporelles + 834,32 euros
DM/2023/25	Droit de préemption urbain Renonciation au droit de préemption urbain
DM/2023/26	Droit de préemption urbain Renonciation au droit de préemption urbain
DM/2023/27	Droit de préemption urbain Renonciation au droit de préemption urbain

1. ADMINISTRATION GENERALE

OBJET : RAPPORT D'ACTIVITÉS DU SVL

Vu l'article L 2224-5 et D 2224-1 à 5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales
Vu l'article 34 de la loi du 16 décembre 2010,

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il lui a été remis le rapport annuel Syndicat du Val de Loire pour l'année 2022. Ce rapport a été transmis aux membres du Conseil Municipal. Il vise à renforcer la transparence de l'information dans la gestion des services publics locaux.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- ♦ De prendre acte du rapport d'activités du SVL ;
- ♦ De mettre à disposition des administrés ce rapport.

OBJET : RAPPORT D'ACTIVITÉS DE L'AGGLO2b

Vu l'article L 2224-5 et D 2224-1 à 5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales
Vu l'article 34 de la loi du 16 décembre 2010,

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il lui a été remis le rapport annuel de l'Agglo2B pour l'année 2022. Ce rapport a été transmis aux membres du Conseil Municipal. Il vise à renforcer la transparence de l'information dans la gestion des services publics locaux.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- ♦ De prendre acte du rapport d'activités de l'Agglo2B ;
- ♦ De mettre à disposition des administrés ce rapport.

OBJET : DÉNOMINATION D'UNE VOIE

Monsieur le Maire signale au Conseil Municipal qu'il convient de régulariser la dénomination de la voie « allée des peupliers » et de la voie « impasse des peupliers » afin de faciliter le repérage des services de secours, des services de la poste et des autres services publics et d'éviter les confusions.

Monsieur le Maire propose de confirmer la dénomination de la voie « allée des peupliers » et de la voie « impasse des peupliers », conformément au plan annexé.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- ♦ **De valider** la proposition ci-dessus,
- ♦ **De donner** pouvoir à Monsieur le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : DÉNOMINATION D'UNE VOIE

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal qu'avec la construction de la nouvelle boulangerie, il convient d'identifier clairement l'adresse de la future boulangerie dont l'entrée sera située sur l'axe La Forêt sur Sèvre - Bressuire

Monsieur le Maire propose de nommer la voie : route de Bressuire.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- ♦ **De valider** la proposition ci-dessus,
- ♦ **De donner** pouvoir à Monsieur le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

2. URBANISME

OBJET : DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, R 213-4 et suivants, R 211-1 et suivants, et L 300-1 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 1er décembre 2005 instituant un droit de préemption urbain sur le territoire de la Commune de La Forêt sur Sèvre ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner enregistrée en mairie, reçue le 25 septembre 2023, adressée par Maître DELAUMONE, notaire à BRESSUIRE, en vue de la cession d'une propriété sise à Montigny, 5 rue du Beau Soleil, cadastrée section 182 AB 142 d'une superficie totale de 00h08a66ca appartenant à M. et Mme LELIEVRE Nicolas et Jennifer.

Considérant que La Commune n'a pas de projet sur ces parcelles,

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- ♦ **De renoncer** à l'acquisition du bien.

OBJET : SERVITUDE AU PROFIT DE GÉRÉDIS

Monsieur le Maire explique au Conseil municipal que la commune a conclu une convention de servitude avec la société GEREDIS le 23 septembre 2022, celle-ci prévoyant le passage d'une ligne électrique souterraine sur la parcelle appartenant à la commune et cadastrée section 232 AH 194.

Monsieur le Maire précise que la régularisation de cette servitude de passage de ligne électrique a été confiée à l'office notarial Louis TRARIEUX – 6 rue des métiers à Bressuire (79300).

Monsieur le Maire donne les conditions de la servitude :

Après avoir pris connaissance du tracé souterrain de la ligne souterraine LA FORET SUR SEVRE (La Ronde) Structure HTA rue du Stade – 15 000 volts sur la parcelle désignée, le propriétaire reconnaît à GEREDIS les droits suivants :

- Etablissement à demeure dans une bande de zéro virgule trente mètre de large, d'une ligne électrique sur une longueur totale d'environ vingt mètres dont tout élément sera restitué à au moins un mètre de la surface après travaux.
- Etablissement en limite de la parcelle des bornes de repérage.
- Autoriser la société GEREDIS à effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toute plantation, qui se trouvant à proximité de l'emplacement de l'ouvrage et susceptible de gêner sa pose et/ou son exploitation, ou qui pourrait par sa croissance occasionner des avaries aux ouvrages.

Par voie de conséquence, la société GEREDIS pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis. Sauf en cas d'urgence, avertissement préalable en sera donné aux intéressés par voie d'affichage en mairie ou d'avis publié dans la presse.

La commune conservera la propriété et la jouissance de la parcelle mais renoncera à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification de l'ouvrage. Elle s'interdira d'intervenir sur l'ouvrage de quelle que façon que ce soit.

La commune s'engagera en outre dans la bande de terrain susmentionnée à ne faire aucune modification de profil de terrain, construction, plantation d'arbres ou d'arbustes ni aucune culture préjudiciable à l'entretien, l'exploitation et à la solidité de l'ouvrage.

La commune conservera la possibilité de :

- Elever des constructions de part à d'autre de cette bande à condition de respecter, entre lesdites constructions et l'ouvrage susvisé, les distances de protection prescrite par les règlements en vigueur.
- Planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base de fût soit à une distance supérieure à trois mètres de l'ouvrage.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- ♦ d'autoriser la constitution d'une servitude de passage au profit de GEREDIS telle que décrite ci-dessus,
- ♦ de valider la convention de servitude de passage
- ♦ de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou, à défaut son représentant, ou tout clerc de l'étude de Maître Louis TRARIEUX à l'effet de signer tous les documents se rapportant à ce dossier et notamment l'acte authentique constatant la servitude de passage des canalisations telle que décrite ci-dessus.

3. FINANCES – MARCHES

OBJET : ACHAT D'UNE MAISON

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal de l'opportunité de faire l'acquisition d'un bâtiment sis 33 rue de Lattre de Tassigny à La Forêt sur Sèvre.

Il s'agit de la parcelle :

- AO393 d'une surface de 161 m2. Monsieur le Maire propose de faire l'acquisition pour un montant de 35 000 €

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- ♦ de réaliser l'opération immobilière présentée ci-dessus
- ♦ d'engager la procédure d'acquisition auprès de Me JOLLY notaire à Cerizay

- ♦ de donner pouvoir à Monsieur le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations avec Me JOLLY notaire
- ♦ de donner pouvoir à Monsieur le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations

OBJET : DUREE D'AMORTISSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BOCAGE BRESSUIRAIS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'EAUX PLUVIALES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment à l'article L. 5216-5 VI précisant qu'afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté urbaine et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés ;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais en date du 22/03/2022 ;

Vu la délibération n°61 du 12 septembre 2022 attribuant un fonds de concours à l'Agglo2B dans le cadre des travaux d'eaux pluviales de la Rue de l'Eglise de la Forêt, pour un montant de 31 320 € ;

Vu La convention signée entre la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais et la Commune de la Forêt sur Sèvre précisant que si le coût final est supérieur au coût demandé, le versement s'effectuera sur la base du montant réel des travaux ;

Vu l'article L2321-2 du CGCT précisant que pour les communes de moins de 3 500 habitants et les groupements de communes dont la population est inférieure à 3 500 habitants et pour leurs établissements, font partie des dépenses obligatoires les dotations aux amortissements des subventions d'équipement versées ;

Vu l'article R2321-1 du CGCT indiquant que les subventions d'équipement versées sont amorties sur une durée maximale de cinq ans lorsque la subvention finance des biens mobiliers, du matériel ou des études, de trente ans lorsque la subvention finance des biens immobiliers ou des installations, et de quarante ans lorsque la subvention finance des projets d'infrastructure d'intérêt national ;

Considérant que le versement du fonds de concours pour un montant de 42 513,37 € dans le cadre des travaux d'eaux pluviales de la rue de L'Eglise doit être amorti ;

Monsieur le Maire propose une durée d'amortissement de 5 ans.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- ♦ D'approuver la durée d'amortissement de 5 ans concernant le versement du fonds de concours pour un montant de 42 513,37 € dans le cadre des travaux d'eaux pluviales de la rue de l'Eglise de la Forêt ;
- ♦ De donner pouvoir à Monsieur le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : DUREE D'AMORTISSEMENT D'UNE SUBVENTION D'EQUIPEMENT

Vu La délibération n°63/2022 du 12 septembre 2022 concernant la vente d'une parcelle de terre figurant au cadastre AO 615 9B rue Barreau ;

Vu que la vente est consentie et acceptée moyennant un montant de 1 euros ;

Vu que la Commune dispense l'acquéreur du paiement ;

Vu que la valeur vénale est fixée à cent cinquante euros ;

Vu la subvention d'équipement d'une valeur de cent cinquante euros ;

Vu l'article L2321-2 du CGCT précisant que pour les communes de moins de 3 500 habitants et les groupements de communes dont la population est inférieure à 3 500 habitants et pour leurs établissements, font partie des dépenses obligatoires les dotations aux amortissements des subventions d'équipement versées ;

Vu l'article R2321-1 du CGCT indiquant que les subventions d'équipement versées sont amorties sur une durée maximale de cinq ans lorsque la subvention finance des biens mobiliers, du matériel ou des études, de trente ans lorsque la subvention finance des biens immobiliers ou des installations, et de quarante ans lorsque la subvention finance des projets d'infrastructure d'intérêt national ;

Considérant que la subvention d'équipement de 150 € dans le cadre de la vente d'une parcelle de terre figurant au cadastre AO 615 9B rue Barreau doit être amorti ;

Monsieur le Maire propose une durée d'amortissement de 5 ans.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- ♦ D'approuver la durée d'amortissement de 5 ans concernant la subvention d'équipement pour un montant de 150 € dans le cadre de la vente d'une parcelle de terre figurant au cadastre AO 615 9B rue Barreau ;
- ♦ De donner pouvoir à Monsieur le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

OBJET : DÉCISION MODIFICATIVE N°2 SUR LE BUDGET GENERAL 2023

Monsieur le Maire expose au Conseil que les crédits prévus au budget Général 2023 sont insuffisants, il est donc nécessaire de modifier les crédits suivants :

OBJET DE LA DEPENSE	DIMINUTION DE CREDITS		AUGMENTATION DE CREDITS	
	Chap. article	Somme	Chap. article	Somme
Investissement Dépenses	Opération 105 – article 2313	70 000,00 €	Opération 119 – article 2132	70 000,00 €
Investissement Recettes				

OBJET DE LA DEPENSE	DIMINUTION DE CREDITS		AUGMENTATION DE CREDITS	
	Chap. article	Somme	Chap. article	Somme
Investissement Dépenses	Opération 105 – article 2313	24 000,00 €	Opération 116 – article 2151	24 000,00 €
Investissement Recettes				

OBJET DE LA DEPENSE	DIMINUTION DE CREDITS		AUGMENTATION DE CREDITS	
	Chap. article	Somme	Chap. article	Somme
Investissement Dépenses	Opération 112 – article 2313	25 000,00 €	Opération 115 – article 2313	25 000,00 €
Investissement Recettes				

OBJET DE LA DEPENSE	DIMINUTION DE CREDITS		AUGMENTATION DE CREDITS	
	Chap. article	Somme	Chap. article	Somme
Investissement Dépenses	Opération 109 – article 2313	30 000,00 €	Opération 115 – article 2313	30 000,00 €
Investissement Recettes				

OBJET DE LA DEPENSE	DIMINUTION DE CREDITS		AUGMENTATION DE CREDITS	
	Chap. article	Somme	Chap. article	Somme
Investissement Dépenses	Opération 118 – article 2313	25 000,00 €	Opération 115 – article 2313	25 000,00 €
Investissement Recettes				

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- ♦ **D'approuver** la décision modificative ;
- ♦ **De donner** pouvoir à Monsieur le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

QUESTIONS DIVERSES

L'ordre du jour est épuisé.

Le Maire lève la séance à 23h37.

Agenda :

1 – INFORMATIONS & AGENDAS

Prochaines réunions en 2023 :

Le Maire, Thierry Marolleau

